

## REVUE DES LIVRES

Paul OTTINO : **Les économies paysannes malgaches du Bas-Mongoky**. Collection « L'Homme d'outre-mer » publiée par le Conseil Supérieur des Recherches Scientifiques d'outre-mer et par l'Office de la Recherche Scientifique et technique d'outre-mer. Paris, Berger-Levrault, 1963, 375 p.

L'important ouvrage de Paul Ottino, qui reprend, me semble-t-il, une thèse de doctorat en ethnologie, ne peut que réjouir à la fois l'économiste et l'ethnologue. Son originalité première réside en ce que son auteur associe à l'étude proprement socio-ethnologique une analyse approfondie des structures et des mécanismes d'un groupe humain localisé.

Dans une introduction bien étoffée, Paul Ottino compare ce que d'aucuns considéraient comme incomparables, les méthodes ethnologiques et les méthodes économiques d'analyse d'une société aux premiers stades de son développement. Economiste, il évite l'attitude simpliste de bien des ethnologues qui chargent la Science Economique de toutes les imperfections, que partage la sociologie. Fort judicieusement, il ne considère pas la science économique dans sa formulation abstraite adaptée aux Sociétés industrielles développées (ce qui conduirait à des transpositions boiteuses, voire à de parfaits contresens), mais en dégage une méthode d'analyse et de recherche qui lui permet de mener à bien une étude dont la complexité n'échappe pas à ceux qui connaissent quelque peu la région du Mangoky. De ce fait, sur le plan de la méthode et de l'horizon de recherche déjà, le travail de Paul Ottino mérite de retenir l'attention de tous les chercheurs.

L'ouvrage s'attache aux « Economies paysannes malgaches du Bas-Mangoky ». L'on ne taquinera pas Paul Ottino sur le choix de son titre, il fallait situer, pour le lecteur européen, le champ des recherches. Au rythme des pages, l'on constatera simplement que l'auteur n'ignore pas l'économie commerçante des non-malgaches dans une zone débordant largement le Bas-Mongoky. Et on l'en félicite.

Comment se présentent alors la société et l'économie de cette longue région côtière s'étirant de Morondava à Tuléar sur la côte ouest de Madagascar ? En quelques lignes concises, Paul Ottino résume ainsi sa thèse (p. 315) : « L'économie du Bas-Mangoky est une économie asymétrique qui apparaît animée par une fraction étrangère. Cette fraction, démographiquement minoritaire, n'en domine pas moins les masses malgaches infi-

niment plus nombreuses, mais vouées à des activités qui, faute d'être cumulatives, ne permettent pas une accumulation suffisante, et sont les moins rentables. ...Le résultat du système a pour effet de généraliser dans une région relativement riche par rapport à d'autres régions de Madagascar, des revenus anormalement déprimés.... Il est légitime de se demander sur les rives du Mangoky ce que sont devenus les profits résultant de la culture des pois du cap pratiquée depuis des dizaines d'années».

L'ouvrage dans son ensemble prétend répondre aux multiples problèmes ainsi posés. Son articulation se fait selon quatre lignes de force : Paul Ottino consacre la première moitié de son livre à l'étude de la société et de l'économie traditionnelles. La société traditionnelle est analysée à travers ses structures familiales, ses communautés villageoises et ses institutions juridiques. L'économie traditionnelle est saisie à travers ses activités de production (les cultures vivrières, les cultures commerciales), ses activités de consommation (étude des échanges et de l'autoconsommation villageoise), son comportement d'épargne, sa « fonction sécurisante » (le rôle des bœufs dans l'économie traditionnelle), ses structures d'exploitation (métayage, salariat), et enfin la répartition des revenus monétaires rapportés par la commercialisation des pois du Cap.

Il résulte de cette première partie que l'économie traditionnelle du Bas-Mangoky se caractérise par sa précarité et son instabilité. Economie précaire, en ce sens que la production dépend essentiellement des conditions du milieu physique, du régime des pluies et des inondations qui submergent les terres en bordure du Mangoky. Une année peu pluvieuse apporte la misère et plonge le paysan dans l'endettement. L'économie traditionnelle apparaît également instable, car les principaux revenus monétaires lui viennent de la vente des pois du cap ; or les cours des pois accusent de très larges fluctuations et les mesures de conservation des récoltes sont quasi-inexistantes. Instable et précaire, cette économie, dont la technique de production demeure rudimentaire, ne dispose pas des réseaux de commercialisation tenus par des étrangers. Sur l'économie agricole traditionnelle se trouve greffée une économie commerçante étrangère.

C'est précisément à cette superstructure commerciale étrangère, et à ses diverses implications que s'attaque la deuxième partie de l'ouvrage. Cette partie me semble être la plus importante, non seulement en raison de sa dimension, mais surtout en ce qu'elle démonte très minutieusement les mécanismes d'une économie de traite. Monnerot disait des peuples heureux « qu'ils n'ont pas de sociologie, mais des mœurs, des institutions et des lois » ; l'on dira des peuples dépendants qu'ils ont des produits et des besoins, mais qu'ils n'ont que peu d'argent et pas d'économie. Dans le Bas-Mangoky, de Tuléar à Morondava, l'économie se trouve dirigée par un groupe social étranger.

Dans cette deuxième partie de son livre, Ottino se livre d'abord à une analyse spectrale de l'économie pakistanaise de traite, pour en suivre ensuite les effets sur la répartition des revenus monétaires et sur la capacité ou la volonté d'investir.

« En l'espace de 15 ans, note Ottino, un duopole européen, constitué par les Compagnies marseillaise et lyonnaise qui assuraient 90% des exportations est éliminé par un oligopole imparfait des firmes pakistanaïses, et

sa part tombe à environ 5%» (p. 197). Ce changement structurel a eu d'importantes conséquences. D'une part, il a mis un terme à la politique malthusienne de limitation de la production des pois pratiquée par les Compagnies françaises; depuis 5 à 8 ans, la production s'est très rapidement accrue. Mais d'autre part, en raison même de sa structure oligopolistique doublée de pratiques commerciales asiatiques, l'expansion de la production n'a pas été suivie d'une expansion parallèle des revenus. L'oligopole pakistanais demeure imparfait dans la mesure où, jusqu'à présent, les stratégies d'entente n'ont jamais été que très passagères. A première vue, l'appareil commercial pakistanais semble présenter une structure peu articulée et même chaotique; 150 entreprises, commerces et boutiques pakistanaises ont été dénombrés par Ottino sur le Mangoky. A voir de plus près, un certain nombre de liaisons relie étroitement entre elles des grappes d'entreprises géographiquement disséminées. L'on repère quelques entreprises dominantes dans les métropoles régionales telles que Morondava, Morombé et Tuléar. A ses entreprises se trouvent rattachés une multitude de commerces secondaires établis dans les villages de marché et dirigés par des membres de la famille. D'autres commerces leur sont soumis par les contrats d'exclusivité et les stratégies d'influence ou de prêts. Enfin, à la base de la hiérarchie, grouille une foule de collecteurs, petits commerçants de brousse, négociants ambulants etc. (cf. le graphique très suggestif de la page 207).

Les flux d'échange s'articulent selon un double circuit : le collecteur achète au paysan sa récolte de pois ou d'arachides et l'achemine par l'intermédiaire de l'entreprise secondaire vers la firme-mère située dans une des trois villes-ports. Ces firmes-mères, dont la fonction n'est pas seulement d'exporter mais aussi d'importer, livre des produits fabriqués de tous ordres à leurs succursales, qui à leur tour ravitaillent les commerces de brousse. Le fait original réside en ce que ces deux circuits se trouvent couplés et qu'un bouclage peut être réalisé. Le paysan fournisseur de produits agricoles est payé en monnaie, mais se réapprovisionne en articles manufacturés, en tissus, en semences et produits vivriers etc... auprès du collecteur qui récupère ainsi une fraction importante des sommes versées. Ottino estime que sur 162 millions de francs diffusés, 100 à 130 millions reviennent au commerce pakistanais (p. 308). L'usure largement répandue renforce le « circuit-retour », les prêts se faisant, selon Ottino et selon d'autres sources plus récentes, au taux de 100% pour 3 mois, ce qui répond à 400% l'année (p. 249). Les stratégies de l'usure sont d'ailleurs multiformes et détournées et s'allient aux pratiques de fraude et de falsification des balances. Les prix des produits fabriqués de leur côté se gonflent au fur et à mesure que les biens transitent à travers les commerces-relais. « Le produit parvenant au consommateur (final) est ainsi augmenté de 40 à 60% » (p. 259). Finalement, selon Ottino, « la part des revenus provenant de la vente des produits primaires qui échappe au commerce pakistanais ne doit pas excéder 25%. Sur ce pourcentage, 10% environ servent à acquitter les impôts, 5% à payer les salariés (saisonniers), 5% à l'achat d'alcool de traite, 10% sont transformés en bœufs et diffusés de ce fait dans le secteur traditionnel » (p. 264). L'on notera que l'« économie commerciale pakistanaise », greffée sur l'« économie paysanne malgache », se maintient en circuit fermé et ne

diffuse que très faiblement ses effets d'expansion monétaire (cf. schéma p. 265).

Revenons un instant à la première branche du circuit, celle de l'achat des produits primaires. Les revenus distribués rémunèrent, à ce niveau, diverses activités : la vente des produits par le paysan, le service des collecteurs, les transports routiers et le cabotage, le tri des pois par les femmes venues s'embaucher dans les villes-ports. Outre que les revenus directs distribués sont faibles rapportés à l'heure, au sac trié et à la pénibilité du travail, les commerçants pakistanais se constituent par ce biais, une « clientèle » au sens féodal du mot, liée à leur destin de classe sociale, que ce destin soit de prospérité ou de déclin. L'emprise pakistanaise paraît spécialement rigoureuse sur le milieu des goelettiers dont les revenus, les occasions de travail et le matériel (goelettes, filets etc.) dépendent des grandes maisons pakistanaïses de Morombé et de Morondava. En somme, toute une partie de la population malgache se trouve mobilisée dans la production des pois, mais elle est exclue des processus (et des avantages) de la commercialisation.

L'économie commerciale pakistanaïse présente finalement un aspect fort ambigu. Il est coutume de lui jeter la pierre, et cependant personne n'a essayé de s'y substituer. J'ai pu visiter des régions au nord de Morondava où l'on se plaint moins des collecteurs pakistanaïses, que de leur nombre insuffisant qui rend invendable une partie des récoltes. De même, nombre de malgaches préfèrent emprunter discrètement auprès du pakistanaïse plutôt que de remplir les formulaires méticuleux de la Banque Nationale Malgache. Moins enracinée, ou privée d'une tolérance sociale diffuse, cette économie étrangère de traite ne pourrait pas se maintenir. Et pourtant, avec les changements intervenus et les mutations en cours, l'appareil commercial pakistanaïse est condamné.

Il l'est en raison de ses stratégies sur le plan de l'acquisition des produits, il l'est également en raison de ses pratiques d'usure et de commercialisation, il l'est enfin en raison de sa non-intégration à l'économie malgache. Dans son dernier chapitre consacré à l'utilisation des « excédents », des « surplus nets » de revenu, Ottino déplore qu'une partie importante des profits commerciaux pakistanaïses se trouve placée en or et thésaurisée. L'on doit signaler certes qu'une autre partie s'oriente vers la construction de bâtiments d'habitation accessibles aux plus fortunés. De même, selon une tendance plus récente, quelques surplus commencent à s'investir dans des activités secondaires telles que des rizeries (Morombé et Morondava) ou des huileries (Tuléar). Ces investissements, toutefois, demeurent rattachés au secteur commercial, leur effet consiste à renforcer ou à parfaire l'intégration technique horizontale.

Finalement, l'on assiste à l'approfondissement d'un dualisme structurel et fonctionnel. Une Economie paysanne malgache liée à la production des biens primaires, mais handicapée par ses structures mentales, techniques et institutionnelles, lesquelles sont souvent d'utiles moyens de défense, de conservation, mais non d'innovation. Une économie commerciale pakistanaïse liée à la commercialisation des produits agricoles et des biens manufacturés importés, elle aussi relativement figée et passive dans la mesure précise où elle stérilise ses « excédents ». Ces deux économies demeurent juxtaposées, mais les deux, me semble-t-il, sont travaillées de

l'intérieur par des ferments dissolvants. La société malgache prend conscience de l'exploitation qu'elle subit, elle ne dispose pas encore des moyens pour s'en libérer ; cependant une élite malgache se dégage progressivement, localisée pour le moment dans la sphère administrative ; il lui reviendra de réorganiser de fond en comble l'économie de production et de commercialisation. La société pakistanaise, de son côté, accuse de graves fissures. Un clivage social sépare de plus en plus les grands commerçants, dont la prospérité n'est pas contestée et dont la fortune fort importante résiste aux à-coups conjoncturels, des petits commerçants pakistanais dont le niveau de vie, après la chute des cours des pois, semble être très gravement atteint. Un processus de prolétarianisation est partout observable à ce niveau. Le grand commerçant s'éloigne de son petit confrère et s'oriente vers des investissements dans les usines de transformation ; le groupe social menace d'éclater pour donner place à des classes sociales différenciées par le type d'activité et le niveau de la fortune. Une bourgeoisie commerçante-manufacturière tend à apparaître, qui, si elle s'intègre à l'économie du pays, présentera un degré d'utilité sociale certainement comparable à celui de la bourgeoisie fonctionnaire en voie de formation. L'on peut, à cette occasion noter que Madagascar, dans son ensemble, se dégage lentement d'une structure sociale communautaire traditionnelle, pour aborder la période de constitution de classes sociales différenciées, et que déjà se constatent des effets d'influence et de domination sociales. Marx n'est pas derrière, mais devant nous ! Voilà pourquoi, pour revenir à notre sujet, l'économie du Bas-Mangoky est asymétrique, instable, dépendante et finalement bloquée dans un circuit sans développement. Telles sont, trop brièvement résumées, les grandes lignes du remarquable travail de Paul Ottino.

Ce travail s'appuie, selon son auteur, sur de nombreuses enquêtes et des données quantitatives couvrant une période allant de 1957 à 1961. L'on doit, à cette occasion, mentionner les études remarquables réalisées par les chercheurs de l'O.R.S.T.O.M. et de l'I.R.S.M. installés à Madagascar et dont les noms figurent dans les notes bibliographiques du livre d'Ottino. L'on pourrait, en conclusion à ce compte-rendu, se demander si des modifications significatives sont intervenues depuis 1961. Deux missions récentes dans cette région, (juin-juillet 1964) me suggèrent quelques remarques que je sou mets à Paul Ottino. L'économie de la région située entre Morondava et Tuléar semble s'engager dans la voie d'une transformation dont les effets pourraient devenir très sensibles à moyen terme. Le dualisme signalé par Ottino, juxtaposant économie paysanne malgache et économie commerciale pakistanaise, se trouve attaqué de deux côtés. L'économie paysanne malgache qui demeure actuellement encore la règle, subit une impulsion extérieure venant des A.M.V.R. (Aires de Mise en Valeur Rurale). Ces groupements s'attachent à la restructuration des propriétés, à la modernisation des techniques et des instruments du travail agricole, au lancement d'une gamme de productions complémentaires, à la modernisation de l'habitat etc. Leur action est encore trop récente pour donner des résultats spectaculaires ; elle se fait cependant en profondeur et les transformations réalisées dans les périmètres de Tuléar (Fiherenana, Taheza) sont déjà impressionnantes. De même, la région de Tanandava sort-elle de la période d'expérimentation et lance sur plus grande échelle sa production de coton associée



à celle du riz. Paul Ottino a sans conteste raison de souligner les dangers d'une monoproduction de coton réalisée selon les plans et les profits d'une société étrangère bénéficiant qu'un quasi-monopole d'achat. Aux autorités malgaches d'assurer leurs responsabilités. La région de Morondava par contre, privée d'une telle impulsion, semble stagner aux dires des responsables économiques locaux. Dans tous ses essais, il convient de ne pas se contenter des seuls succès sur le plan de la production, mais de veiller de très près à la commercialisation et à la répartition des revenus, ainsi qu'aux répercussions sociales qu'entraîne inmanquablement cette mutation économique. C'est d'ailleurs sur ce plan qu'une deuxième action novatrice s'ébauche. Elle consiste à regrouper les paysans en coopératives, dont l'objectif serait d'assurer à la fois l'approvisionnement en biens finis, produits vivriers, équipement rural etc. et la vente des produits agricoles de la région. Le circuit commercial pakistanaï serait ainsi menacé dans ses deux branches. Pour le moment, il a été créé des Syndicats de Communes, qui sont des organismes publics gérés par des fonctionnaires, et dont le rôle consiste à acheter certaines récoltes. L'expérience n'est qu'à son début.

En définitive, la destructuration entrevue par Ottino semble avoir commencé; d'anciennes structures sociales et économiques se trouvent ébréchées, ce qui se traduit par des effets négatifs sur l'économie régionale. Le processus subit une légère accélération en raison de la chute des cours du pois de 120 £ (1963) à 50 £ (1964-1965). Mais d'un autre côté, de nouvelles structures économiques sont en voie d'édification et des micro-régions (Fiherenana, Taheza, Bas-Mangoky-Tanandava) s'orientent résolument vers une agriculture rationnelle et mieux équilibrée, doublée de circuits propres de commercialisation. Le problème des débouchés extérieurs demeure, bien sûr, entier. De même qu'apparaît avec une relative acuité, un problème social nouveau, celui de l'harmonisation progressive des anciennes mentalités et des comportements traditionnels avec les impératifs d'une économie moins fataliste et plus innovatrice. Une nouvelle échelle des valeurs sociales devra se construire, à partir du groupe social lui-même, en collaboration avec les cadres chargés de la formation et de l'éducation professionnelle des paysans villageois. L'on rejoint la maxime fondamentale d'un Bodin, d'un Montchrétien, d'un Galbraith, que le développement économique est d'abord une affaire d'hommes, de responsabilités, d'engagement et d'innovation. Le grand mérite de Paul Ottino est de le rappeler avec fermeté dans cet ouvrage que je considère comme essentiel à la compréhension des problèmes économiques malgaches.

Juillet 1964.

Marcel-Paul RUDLOFF.

**CELSO FURTADO : Le Brésil à l'heure du choix. La politique économique d'un pays en voie de développement.** Préface de M. Pierre Massé, commissaire général du Plan (France). Plon, 1964, 158 p.

Dans un ouvrage passionné, qui prend toutes les dimensions d'un Manifeste, Celso Furtado ouvre devant la jeunesse universitaire brésilienne

le dossier du développement économique de son pays. L'auteur est bien placé pour porter témoignage et pour être entendu. Jeune économiste, formé à Paris et à Cambridge (U.S.A.), il a parcouru les pays du Tiers monde en qualité d'expert international avant d'assurer la direction de la Banque brésilienne du développement économique. A ce dernier titre, il a élaboré et appliqué le plan de développement du Nord-Est qui lui a valu la notoriété. Universitaire de formation, Furtado n'ignore pas la jeunesse universitaire, et visite fréquemment les Facultés de Sciences économiques pour exposer les problèmes du pays. Ses réflexions et ses expériences se retrouvent dans son livre, mais aussi l'impatience d'une jeunesse consciente du rôle historique de l'actuelle génération brésilienne.

L'idée maîtresse du livre de Celso Furtado pourrait se résumer ainsi : le Brésil est arrivé au grand tournant dans son processus de développement ; il s'est dégagé des liens et des contraintes du colonialisme marchand il a déplacé ses centres nerveux de la périphérie vers l'intérieur et donné un axe, une colonne dorsale, à l'économisation. Cependant la machine grince ; le niveau de vie de la masse paysanne ne s'est pas relevé ; la misère demeure aussi profonde et aussi inhumaine ; le développement favorise le sud et lèse gravement le Nord-Est ; certaines classes sociales s'enrichissent éhontément et s'installent dans un luxe provoquant ; les féodalités terriennes n'ont pas été brisées, mais tiennent comme précédemment sous leur joug le salarié et l'électeur. Les tensions sociales, inévitables en période de profonde transformation des structures socio-économiques, risquent d'atteindre des seuils d'explosivité. La jeunesse brésilienne s'interroge sur le sens du développement et sur sa finalité : est-ce pour enrichir quelques-uns ou pour libérer la masse des servitudes d'une vie infra-humaine ?

Furtado constate que les forces économiques à l'œuvre ne peuvent plus être muselées, la poussée du développement est irréversible et l'on n'ergotera plus sur les avantages et les dangers de la croissance. Par contre, tout le débat porte sur le sens du développement ainsi que sur les moyens qui respectent la personne humaine.

La philosophie libérale (qui est plutôt une doctrine du laissez-faire économique, et une foi dans la sagesse des mécanismes autorégulateurs) a échoué. Le développement-réflexe se fait dans l'asymétrie, privilégiant certaines régions, certaines classes sociales, certains revenus et désorganisant production et distribution par l'extension de groupes parasitaires. Nombre d'investissements, mus par le seul profit-tropisme, se sont avérés ou superflus ou inefficients. Cette croissance dans le laissez-faire a renforcé les féodalités et menace de miner l'Etat. La jeunesse, déçue, s'en va en quête d'une nouvelle philosophie de l'action. Or, pour le moment, elle n'en rencontre point, si ce n'est la philosophie marxiste. C'est là un thème tabou que Furtado a le grand mérite d'aborder et de discuter avec une totale franchise. Le marxisme en effet, dit-il, donne conscience aux jeunes

1° « que l'ordre social brésilien se base en grande partie sur l'exploitation de l'homme par l'homme, en fondant le bien-être d'une classe, qui abrite beaucoup de parasites et d'oisifs, sur la misère du plus grand nombre »,

2° « que la réalité est « historique », en perpétuel devenir, et donc de l'ordre actuel sera forcément dépassé »,

3° « que l'on peut déterminer les facteurs stratégiques du processus social, ce qui ouvre la porte à une politique consciente de reconstruction sociale ».

Le marxisme apporte ce souffle humaniste, puisqu'il place l'homme au centre du développement et qu'il accorde sa totale confiance à l'homme maître de son destin. Cependant, historiquement, le marxisme n'a réellement réussi que dans les sociétés fermées, repliées sur l'agriculture et sa misère, figées dans des structures politiques féodales. Dans ces cas, si dure qu'elle fût, la révolution marxiste a libéré les paysans de l'esclavage. Dans les sociétés plus évoluées, plus diversifiées, moins écrasées par une dictature de classe, le marxisme a moins de succès. Dès lors, le Brésil, dont les masses rurales sont misérables, exploitées et dominées, présente actuellement quelques chances pour un mouvement de type marxiste. Cette chance serait précisément fonction de l'importance des masses paysannes et du degré d'exploitation que celles-ci subissent. Le problème, selon Furtado, demeure, même alors, celui de l'homme, de son épanouissement, de sa liberté (liberté réelle et non liberté-mirage des « libéraux »). Dans l'attente d'un avenir imprévisible et pour redonner un sens humaniste à la grande aventure économique du Brésil, il est indispensable, pense Furtado, d'ébaucher une sorte de philosophie de l'action. Cette ébauche devrait être l'œuvre de tous : elle devrait résulter d'un « grand débat » qui grouperait toutes les organisations, syndicales, paysannes, étudiantes et autres. C'est en vue d'un tel débat que Celso Furtado élabore quelques thèmes de discussions qui lui semblent fondamentaux. Ces thèmes majeurs sont les suivants :

A. — Puisque toute politique doit être réfléchie, la politique du développement exige la formulation préalable d'une théorie des structures, et nécessairement une théorie des réformes des structures.

Pour ce faire, les instruments d'analyse en cours dans les pays développés ne seraient que d'une mince utilité. Les macro-modèles centrent l'attention sur les mécanismes, mais non sur le bouleversement des structures. Les macro-variables retenues sont des agrégats comptables, intéressant peut-être des économies très développées, mais trop globales pour inspirer une politique efficace de développement dans le Tiers monde. Toute théorie économique se trouve enracinée dans la société qui l'a fait naître ; transposée ailleurs, elle perd sa raison d'être et sa signification. Furtado se réfère à l'exemple de l'inflation structurelle dont souffre le Brésil et que les experts du F.M.I. diagnostiquèrent comme une inflation conjoncturelle ; erreur, pense l'auteur, venant du refus de considérer les problèmes du Tiers monde dans leur cadre structurel spécifique.

La réforme des structures doit avoir pour objectif essentiel l'élimination des obstacles au développement. C'est dans une telle perspective que la réforme agraire prend toute son importance. Mais aussi la politique de l'investissement, de la localisation des implantations industrielles, de l'infrastructure des communications, et de la création de réseaux de

distribution. Il ne suffit pas d'investir, ni de compter les capitaux étrangers qui s'installent ; il importe avant tout de localiser ces investissements et d'évaluer leur utilité et leur efficacité dans l'optique du développement général.

B. — Construire une économie rationnelle et humaine implique la refonte des rouages de l'Etat. Or, le Tiers monde ne dispose pas d'une théorie praticable de l'Etat. Les fonctions de l'Etat ont changé de nature et se sont extraordinairement étendues. Mais, l'appareil public, les administrations, sont demeurés inchangés et se complaisent dans la routine comme si le monde était encore du temps des calèches. La science politique accuse ainsi un très grand retard dans les pays en voie de développement. Il faudrait que publicistes et économistes s'entendent et collaborent pour dégager une théorie praticable de l'Etat dans ses fonctions économiques nouvelles. Mais il faut aussi que parlementaires et simples citoyens soient conscients du fait qu'une extension (indispensable et souhaitée) des fonctions économiques de l'Etat entraîne une refonte du système fiscal et le respect du devoir de l'impôt. Autoriser les dépenses mais limiter les recettes conduit au déficit budgétaire et à l'inflation.

C. — La formation des économistes, et plus généralement l'énoncé d'une science économique efficiente.

Celso Furtado consacre trois chapitres, parmi les plus intéressants d'ailleurs, à ce problème essentiel. Les pays développés disposent d'une science économique longuement mûrie, raffinée dans ses formulations théoriques, explorée au long des siècles par de nombreuses écoles. Tel n'est pas le cas des pays du Tiers monde ; non seulement il n'existe pas à leur usage une science « économique », mais les études économiques, pense Furtado, manquent trop souvent de rigueur scientifique. Comment leur donner cette qualité indispensable ? C'est tout le problème de la formation des jeunes économistes du Tiers monde. Furtado avance trois suggestions qui méritent attention :

1° La science économique ne doit être inféodée à aucun parti, ni subir la pression d'aucun groupe politique quel qu'il soit. Autrement dit, les techniciens et les responsables de l'économie ne doivent pas être des hommes de parti dont le destin est trop souvent lié à des groupes d'intérêts.

2° La science économique doit expliciter ses hypothèses de base. Toute théorie s'inspire de jugements de valeur, de préférences, d'une philosophie de l'homme ; pour éviter des malentendus et des controverses oiseuses, il est demandé aux économistes d'énoncer, dans leurs travaux, modèles ou plans, les jugements de valeur sur lesquels ils s'appuient.

3° Les analyses économiques doivent être scientifiques, c'est-à-dire rejeter la phraséologie doctrinale et dogmatique, s'assurer d'une méthode rigoureuse, repenser tous les problèmes dans le cadre des structures spécifiques qui caractérisent les économies en voie de développement. Ces analyses doivent ensuite faire

l'objet de larges débats, dans lesquels l'intérêt collectif devra toujours l'emporter sur les intérêts individuels ou régionaux. La science économique, note l'auteur, est un ensemble d'hypothèses à vérifier et non un corps de doctrine ; l'essentiel dans la formation des jeunes esprits réside donc dans l'observation de la réalité et dans l'analyse des situations concrètes, et non point dans le faux savoir des recettes importées et de modèles impraticables.

Dans cette œuvre exigeante, le plan sera d'une aide inestimable ; il permet de réduire les tâtonnements et d'éviter une croissance désordonnée dont l'échec final entraînera le pays dans le cataclysme. Encore convient-il que ce plan soit l'œuvre de tous et le point de rencontre des multiples tendances.

Ainsi, conclut Furtado, pourra se poursuivre, pour le bien-être des plus pauvres l'œuvre de développement du Brésil, c'est-à-dire « construire Brasilia, pourvoir le territoire national, du sud au nord et de l'est à l'ouest, de grandes routes, aborder de front le problème des déséquilibres régionaux, rompre l'anachronique structure agraire », ainsi se parachèvera « ce grand mouvement de la conquête finale du Brésil ».

L'ouvrage de Celso Furtado, original et profond, dépasse de beaucoup son sujet qui est le Brésil. Il constitue une somme de réflexions sur les problèmes les plus délicats du développement ; il souligne les menaces, les risques, les dérapages d'un processus de croissance à la fois sur le plan économique et sur le plan social. Il rappelle qu'un pays n'est réellement sorti de sa phase coloniale que lorsque les grandes décisions de sa vie économique ne dépendent plus de l'étranger. Enfin Furtado dénonce certaines mystifications qui trouvent un écho facile dans trop de pays hantés par le souci du « décollage ».

Si cet ouvrage est destiné aux étudiants (et l'on souhaite qu'il figure parmi leurs livres de chevet) sa lecture apporte un incontestable enrichissement et de précieuses observations aux économistes, praticiens et enseignants des pays en voie de développement.

Marcel-Paul RUDLOFF.

**Daniel BARDONNET : Les minorités asiatiques à Madagascar.**  
Annuaire français de Droit international, 1964 (à paraître en juin 1965)

C'est avec un grand plaisir que je signale au lecteur la publication d'une importante étude sur le problème des minorités chinoise et indienne à Madagascar, étude réalisée par mon ami et collègue Daniel Bardonnet, professeur agrégé de droit public à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Tananarive.

L'on comptait en 1958, pour quelques 5,5 millions de Malgaches, un groupe indien d'environ 13.000 personnes et un groupe chinois de 8.000. Chiffres négligeables ? Daniel Bardonnet montre que tel n'est pas le cas, et tout Malgache le sait d'expérience. Ces minorités ont acquis une importance économique de tout premier plan ; elles ont conservé leur style de vie,

leur culture, leur langue, leur religion, et ne se désintéressent pas du destin de leur pays d'origine.

Il se trouve que l'Inde et la Chine sont en voie d'acquérir sur le plan de la politique internationale et même de l'économie asiatique, une position de plus en plus solide. Bien entendu, les problèmes posés varient selon le pays d'émigration, ils semblent être plus aigus dans le cas de la Chine dont la partie continentale, c'est-à-dire l'immense majorité, a passé au communisme en 1949.

Puissantes sur le plan économique, les minorités asiatiques installées à Madagascar demeurent-elles un élément étranger sur le plan ethnique, culturel, religieux et politique ? C'est le problème que traite avec une grande clarté Daniel Bardonnnet.

Après avoir situé rapidement les grandes étapes de l'immigration indienne (très ancienne, puisque remontant aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles) et de l'immigration chinoise (plus récente, le premier chinois est signalé en 1862 à Tamatave), Daniel Bardonnnet pose un double problème qui était au cœur de débats récents à Madagascar : « les minorités asiatiques constituent-elles un danger pour Madagascar » ? ; comment s'énonce « la politique malgache des minorités asiatiques » ?

Les réponses ne sont, certes, pas simples et je laisse au lecteur le plaisir de suivre Daniel Bardonnnet dans son analyse très fouillée, nuancée et perspicace. L'étude, qui me paraît exhaustive en la matière, traite tant de problèmes juridiques que des problèmes économiques posés par la présence des 2 minorités. Les notes marginales, nombreuses, apportent de très utiles précisions et une sérieuse documentation à l'analyse générale ; elles ne sont à négliger en aucun cas.

L'analyse économique, la seule dont je parlerai ici, retrace très exactement la situation actuelle des indiens et des chinois à Madagascar. Les indiens ont pris en charge la côte ouest, les chinois la côte est, les 2 couvrent en gros le Haut-plateau. Les indiens dominent le commerce des tissus, les chinois le commerce alimentaire, les 2 groupes s'intéressent activement à la collecte des produits d'exportation. Les entreprises chinoises sont, en moyenne, de dimension modeste ; les entreprises indiennes et pakistanaïses, par contre, atteignent des chiffres d'affaires très élevés. Ces dernières dominent, sur la côte ouest, le commerce d'export-import. Ces minorités, se trouvent-elles intégrées à l'économie malgache ? font-elles participer la population malgache à leur enrichissement ? réinvestissent-elles leurs profits dans l'industrie du pays ? Autant de questions qui prêtent à débat. Daniel Bardonnnet analyse minutieusement les opérations commerciales, les pratiques d'usure, la mobilité des capitaux, tout en signalant la part importante des participations indiennes à l'industrialisation de Madagascar. L'on peut dire que l'industrialisation du pays est bien plus le fait des Indiens que des Malgaches : la seule usine textile existante (Antsirabe) est une création indienne, les huileries valables du Sud (Tuléar) sont indiennes. Plus récemment, la Communauté indienne s'est intéressée à la construction immobilière (spéculative) et à certaines autres activités industrielles. Faut-il le déplorer ? en aucun cas puisque le développement économique en profite et que le gouvernement malgache se dit très favorable à l'implantation de capitaux étrangers,

*a fortiori* de capitaux locaux, fussent-ils propriété indienne. L'on sera beaucoup plus sévère pour les pratiques commerciales frauduleuses, pour l'exploitation des paysans par les collecteurs de brousse, pour le comportement dédaigneux des Indiens boutiquiers face à leur clientèle malgache. L'Etat malgache semble d'ailleurs réagir en assurant lui-même la commercialisation de certains produits collectés jusque là par les Indiens et les Chinois. L'expérience n'est qu'à son début et fait preuve encore de beaucoup d'hésitation. Le réinvestissement des profits échappe plus ou moins à une étude objective ; les mouvements de capitaux étant libres et incontrôlés, tout chiffre serait hasardeux ; il semble cependant que ces minorités ne négligent pas les placements en Europe, ni les transferts en Asie.

Enfin, les Indiens, plus que les Chinois dit-on, seraient acquis au « socialisme malgache » très favorable aux capitaux privés. C'est une remarque personnelle que j'ajoute au texte de Daniel Bardonnnet.

La deuxième partie de l'article est consacrée au statut juridique des minorités asiatiques et à la politique malgache en ce domaine. Je ne puis que souligner le grand intérêt de ces pages, et la valeur de la documentation réunie.

Daniel Bardonnnet a publié une étude qui est plus qu'un article et mieux qu'une monographie. L'économiste y trouve une analyse perspicace des « minorités dominantes » et des stratégies de prélèvement ou d'accaparement. Il constatera également qu'en l'absence de telles minorités actives et entreprenantes les problèmes du développement, souvent, ne dépasseraient pas le stade de la Conférence de presse. Le publiciste y trouvera d'autres richesses dont je n'ai su parler ! Daniel Bardonnnet rejoint les conclusions de Paul Ottino, 2 précieuses contributions à l'étude des réalités malgaches.

Marcel-Paul RUDLOFF.

**Association Internationale des Sciences économiques.** Textes choisis. Volume 1, *Problèmes monétaires*, Paris, Dalloz et Sirey, 1964, 311 p.

Ce recueil, fort attendu, regroupe, sous la direction du professeur Baudin, quelques-uns des grands textes monétaires de la littérature économique contemporaine. Nous reproduisons ci-dessous le sommaire de cette importante publication :

- I. — *Un précurseur.* — Martin de Azpilcueta Navarro : « Commentaires et solutions en matière de change ».
- II. — *Généralités.* — J. R. Hicks : « Suggestion pour simplifier la théorie de la monnaie ».  
Gary S. Becker et William J. Baumol : « La théorie monétaire classique : le résultat de la discussion ».  
Wilhelm Krelle : « La possibilité d'un calcul rationnel dans des régimes économiques différents ».

- III. — *Liquidité*. — Bronfenbrenner : « Quelques principes fondamentaux de la théorie de la liquidité ».  
 Albert G. Hart : « Liquidité et incertitude ».  
 Jacob Marschak : « Le rôle de la liquidité dans le cas d'information complète et incomplète ».
- IV. — *Politique monétaire*. — Allan Sproul : « Politique monétaire et contrôle du crédit ».  
 William Vickrey : « Restrictions à la politique keynésienne de stabilisation ».  
 James S. Duesenberry : « La coordination des politiques de plein emploi et de stabilisation des prix ».  
 Arthur W. Marget : « La possibilité d'appliquer des « remèdes » monétaires orthodoxes » aux pays développés et aux pays sous-développés ».
- V. — *Intérêt*. — Knut Wisicksell : « L'influence du taux de l'intérêt sur les prix ».  
 Brian Tew : « Le contrôle direct des taux d'intérêt ».
- VI. — *Inflation*. — German Bernacer : « Stabilité monétaire et plein emploi. Une théorie de l'inflation séculaire ».  
 J. C. F. Dow : « Facteurs internes de l'inflation et de sa propagation ».  
 M. W. Holtrop : « Responsabilités respectives des gouvernements et des banques centrales dans le contrôle de la demande globale ».

H. GUITTON : **Fluctuations et croissance économiques**. Dalloz, 1964, 383 p.

L'Édition 1964 de ce manuel innove quelque peu sur l'édition précédente (1958) en développant très substantiellement une 3<sup>e</sup> partie consacrée à la politique conjoncturelle et de croissance. La structuration même de l'ouvrage ne se trouve pas modifiée. L'on regrettera certainement la très faible part que ce bon manuel réserve aux problèmes du développement et du sous-développement.

R. PINTO et M. GRAWITZ : **Méthodes des Sciences sociales**. Dalloz, 1964, 2 volumes, 994 p.

Excellent ouvrage d'introduction aux méthodes des Sciences sociales que l'on recommande vivement aux étudiants de Science économique. Les principales méthodes d'investigation et d'analyse se trouvent très clairement résumées et les auteurs n'ont pas craint d'accorder une juste place aux techniques quantitatives et mathématiques. Le texte lui-même est d'une lecture agréable.